

Nouveaux Cahiers du socialisme

Haïti : migration et surexploitation

Alain Saint-Victor et Renel Exentus

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Numéro 27, hiver 2022

Le défi de l'immigration au Québec : dignité, solidarité et résistance

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/98290ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Saint-Victor, A. & Exentus, R. (2022). Haïti : migration et surexploitation. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (27), 29–35.

Haïti : migration et surexploitation

Alain Saint-Victor, Renel Exentus

Historien et militant communautaire, doctorant en études urbaines à l'INRS

L'un des phénomènes marquants de l'histoire haïtienne du début du vingtième siècle est celui de la migration. Ce phénomène prend une telle ampleur que « durant les années 1920, il y a autour de 20 % de la population active masculine haïtienne qui est employée à l'étranger, dont environ les deux-tiers à Cuba et le reste en République dominicaine¹ ».

À l'origine : spoliation, surexploitation et immigration

Précisons que durant la décennie de 1920, le pays est sous occupation étatsunienne (1915-1934) et que les déplacements de population qui s'opèrent de façon cyclique s'expliquent par le besoin criant de main-d'œuvre des usines centrales sucrières qui se trouvent surtout à Cuba, mais aussi en République dominicaine. Ces centrales sucrières sont le résultat de l'expansion du capital nord-américain qui tire d'énormes profits de la grande quantité de terres disponibles et de l'abondante main-d'œuvre haïtienne importée. En général, on comprend mal pourquoi les capitalistes étatsuniens n'ont pas autant investi dans l'industrie sucrière en Haïti qu'ils l'ont fait à Cuba et en République dominicaine. Selon une hypothèse discutable, l'une des raisons serait la difficulté pour l'occupant de prendre possession de la terre².

Des études démontrent cependant que des compagnies étatsuniennes ont accaparé plus de 266 000 acres de terre. Cela explique en grande partie pourquoi près de 300 000 Haïtiens et Haïtiennes, pendant l'occupation, ont dû quitter le pays vers Cuba

1 Alex Bellande, *La grande migration haïtienne vers Cuba. Économie et condition paysanne au début du XX^e siècle*, Montréal, Éditions du CIDIHCA, 2019, p. 7.

2 *Ibid.*, p. 192-196.

et la République dominicaine³. Tout laisse croire que dans ce nouvel impérialisme mis en place par les États-Unis dans les Antilles, les travailleurs haïtiens sont utilisés comme main-d'œuvre bon marché, quasi esclave. Soulignons également que l'expropriation des terres de la paysannerie haïtienne s'est poursuivie bien après l'occupation militaire. Au cours des années 1940, en vue de ravitailler l'armée nord-américaine, la compagnie étatsunienne Société haïtiano-américaine de développement agricole (SHADA) s'approprie plusieurs dizaines de milliers d'hectares pour produire du caoutchouc et de la pite, une matière textile extraite des feuilles de l'agave⁴. Ayant perdu leur terre, des milliers de paysans sont contraints de s'expatrier, principalement vers Cuba et la République dominicaine.

Ce flux migratoire haïtien qui se poursuit de façon irrégulière constitue l'essentiel de la force de travail de l'industrie sucrière à Cuba jusqu'à la révolution et en République dominicaine jusqu'aux années 1970. Haïti devient au cours de cette période un pays pourvoyeur de main-d'œuvre à faible coût⁵. Cette migration de la force de travail ne touche pas uniquement les deux pays déjà mentionnés : « En 1970, 30 000 Haïtiens vivent aux États-Unis ; en 1973, 40 000 aux Bahamas ; de 1974 à 1985, la croissance de l'immigration haïtienne en Guyane est si élevée que le nombre d'immigrés représente 20 % de la population totale du pays en 1985. De façon générale, cette migration est constituée d'ouvriers (particulièrement aux États-Unis), d'artisans, de petits commerçants et d'agriculteurs (particulièrement aux Bahamas et en Guyane)⁶ ».

Dictature, politique néolibérale et exode rural

À la fin des années 1960 et surtout durant la décennie 1970, les politiques néolibérales mises en place par l'État haïtien sous la pression du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) contribuent à dégrader l'agriculture et à éliminer de nombreuses industries locales. L'exode rural s'intensifie. La population de la capitale, Port-au-Prince, augmente de façon exponentielle, de 50 000 habitants au cours de la décennie 1950 à 300 000 au milieu des années 1970⁷.

Cette surpopulation allait constituer l'armée de réserve en main-d'œuvre pour les compagnies de sous-traitance installées dans la capitale. Le nombre de celles-ci croît rapidement au cours des années 1970, passant de 55 en 1971 pour atteindre 200 en

3 Voir Suzy Castor, *L'occupation américaine d'Haïti*, version française, Imprimerie Résopresse, 1978 et Fred Doura, *Haïti. Histoire et analyse d'une extraversion dépendante organisée*, Boucherville, Éditions DAMI, 2011.

4 Voir Myrtha Gilbert, *SHADA : Chronique d'une extravagante escroquerie*, Port-au-Prince, L'Imprimeur, 2012.

5 Pour approfondir cette notion, voir : Alejandro Portes, « Migration and underdevelopment », *Politics & Society*, 1^{er} mars 1978.

6 Alain Saint-Victor, *De l'exil à la communauté. Une histoire de l'immigration haïtienne à Montréal, 1960-1990*, Boucherville, Éditions DAMI, 2020, p. 59.

7 Georges Anglade, *Atlas critique d'Haïti*, Montréal, Centre de Recherches Caraïbes et E.R.C.E., 1982.

1984⁸. L'implantation des mesures néolibérales eut pour résultat non seulement la dégradation de l'agriculture, ce qui induisit un exode rural et la faillite des industries de l'État, mais aussi une augmentation importante du chômage, la sous-traitance ne pouvant absorber qu'une infirme partie de la population en âge de travailler (6 % en 1973)⁹.

Cette situation sociale difficile est aggravée par la répression de la dictature des Duvalier. Depuis le début des années 1960, le régime spolie systématiquement les caisses de l'État et exproprie violemment les paysans. Toutes les formes d'organisation sociale (syndicales, paysannes, étudiantes, politiques, journalistiques, etc.) sont réprimées dans le sang. Des milliers de personnes sont assassinées ou disparaissent, beaucoup d'autres prennent le chemin de l'exil. Puisqu'aucune revendication ni critique n'est permise, la dictature ouvre la voie à l'exploitation impitoyable des ouvriers et des ouvrières particulièrement dans l'industrie du textile et, de façon générale, à l'implantation des politiques néolibérales, comme ce fut le cas au Chili sous la dictature de Pinochet.

L'exode rural devient donc le seul choix de survie de la classe paysanne qui, historiquement, nourrissait le pays. « On assiste à un changement structurel imposé par les groupes sociaux dominants et le marché mondial pour satisfaire la demande étrangère, changement qui crée les conditions non seulement d'une dégradation de l'économie paysanne traditionnelle, mais aussi d'une désertification constante du sol¹⁰. » Ce sont ces conditions également qui vont pousser nombre d'habitants des classes populaires et de la petite-bourgeoisie à quitter le pays au début des années 1970.

Immigration haïtienne prolétarisée au Québec

À partir de 1968, le nombre d'immigrantes et d'immigrants haïtiens s'établissant au Québec s'accroît substantiellement. En 1974, cette immigration haïtienne occupe la première place parmi les immigrants reçus dans la province. C'est une immigration caractérisée par le gouvernement canadien comme une main-d'œuvre majoritairement « non qualifiée », c'est-à-dire destinée à pourvoir des postes que les personnes du pays ne veulent pas. Cette immigration diffère de celle de la décennie 1960 qui était constituée principalement de professionnel.le.s travaillant dans le secteur tertiaire de l'économie.

À l'époque, la politique d'immigration canadienne s'oriente sur les besoins de l'industrie, en particulier de l'industrie du textile, localisée à 80 % au Québec, principalement à Montréal, et où les salaires sont parmi les moins élevés au Canada. Les

8 Doura, *op. cit.*, p. 124.

9 Saint-Victor, *op. cit.*, p. 58.

10 *Ibid.*, p. 59.

Haïtiennes sont surreprésentées dans le secteur où elles constituent plus de 50 % de la main-d'œuvre¹¹.

Ces immigrantes, de même que d'autres femmes venues de pays comme la Grèce, le Portugal, la Colombie travaillent dans des conditions très difficiles, et le nombre d'heures de travail annuel est de 5,6 % plus élevé que la moyenne¹². De façon générale, ces travailleurs et travailleuses qui intègrent le marché du travail au Québec au début des années 1970 se trouvent dans une situation de précarité qui rend possible leur surexploitation : statut juridicopolitique vulnérable, incompréhension de la langue, isolement, racisme.

Les dessous de la poussée migratoire haïtienne en Amérique latine

Depuis les années 2000, on observe une tendance à la hausse du nombre de migrantes et migrants haïtiens vers l'Amérique latine¹³. Cette tendance devient *une grande traversée* au cours de la décennie 2010¹⁴, après le tremblement de terre qui a ravagé l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Selon les données de l'ONU de 2019, environ 1,5 million d'Haïtiens ont émigré ces dix dernières années, soit 14,26 % de la population haïtienne active. Leurs nouvelles destinations incluent le Brésil et le Chili alors que le Mexique, le Panama, l'Équateur et le Pérou servent souvent de lieu de transit¹⁵. Cette augmentation dans la région coïncide avec la transformation des politiques d'immigration. Le Brésil, notamment, allège sa politique de régulation de l'immigration de manière à attirer cette main-d'œuvre corvéable à merci dans le contexte des préparatifs de plusieurs compétitions sportives internationales, dont la

11 Bernard Bernier, « Main-d'œuvre féminine et ethnicité dans trois usines de vêtement de Montréal », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 3, n° 2, 1979, p. 117-139.

12 Micheline Labelle, Geneviève Turcotte, Marianne Kempeneers et Deidre Meintel, *Histoires d'immigrées. Itinéraires d'ouvrières colombiennes, grecques, haïtiennes et portugaises de Montréal*, Montréal, Boréal, 1987, p. 215.

13 Pierre Rigaud Dubuisson, « Politiques migratoires en Amérique Latine entre 2010 et 2020, et choix du Brésil comme pays de destination par les migrantes et migrants d'Haïti », *Alterpresse.org*, 14 décembre 2020. Voir également Renel Exentus, « Haïti-États-Unis, crise migratoire dans la ville Del Rio », *Presse-toi à gauche*, 28 septembre 2021 ; Nations unies, *International Migration 2019*, New York, 2019 ; Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Rapport du Directeur général sur les travaux de l'Organisation pour l'année 2014*, Genève, 2015 ; OIM, *La migration haïtienne vers le Brésil : caractéristiques, opportunités et enjeux*, Cahiers migratoires n° 6, Genève, OIM, 2015.

14 Dans son analyse des déplacements massifs des Haïtiens vers les pays de l'Amérique latine au cours des dernières années, l'historien-géographe Georges Eddy Lucien a repris l'image de « grande traversée ». Il associe cette poussée migratoire à l'histoire des grandes traversées lors des traites musulmanes et occidentales. Pour plus de précisions, voir la vidéo « L'invité du midi, Georges Eddy Lucien », Radio Télévision Caraïbes, 27 septembre 2021, <<https://www.youtube.com/watch?v=uAjR0nI306Y>>.

15 Dubuisson, *op. cit.*

Coupe du monde et les Jeux olympiques¹⁶. Le capital transnational et la bourgeoisie brésilienne en profitent pour effectuer la construction d'infrastructures. L'économie brésilienne s'intéresse à ces migrants en quête d'espoir, mais sans saisir les raisons pour lesquelles le territoire haïtien est devenu si peu désirable pour ses citoyens et citoyennes. Dans un contexte où l'armée de plusieurs pays de la région, dont le Brésil, participe à l'occupation militaire d'Haïti sous le label de l'ONU, il s'avère pertinent de s'interroger sur la cause de cette *grande traversée* des Haïtiens vers les pays de l'Amérique latine.

L'impensé de la grande traversée

Les trois dernières décennies constituent une période charnière dans la mise en œuvre des politiques néolibérales en Haïti. Depuis le retour à l'ordre démocratique en 1994, le pays est entré dans une seconde vague de néolibéralisation¹⁷. Sous la menace des soldats américains, les gouvernements successifs sont contraints de privatiser les principales entreprises d'État, de réduire au minimum les investissements sociaux et de dégraisser l'appareil d'État. Si ces troupes sont parties en 1999, après avoir été progressivement remplacées par des missions militaires et civiles de l'ONU, l'année 2004 donne lieu à une autre occupation militaire par les États-Unis. La composante militaire a par la suite fait place aux Casques bleus de l'ONU sous le commandement de l'armée de terre du Brésil¹⁸. Depuis lors, Haïti est sous la tutelle de l'ONU¹⁹. La saignée néolibérale des masses urbaines et rurales se poursuit sous la pression des chars et des mitraillettes des militaires des Nations unies.

Dans le jargon des ambassades occidentales et du Conseil de sécurité de l'ONU, l'objectif de l'occupation onusienne vise la « stabilisation des institutions haïtiennes ». Celle-ci se définit par la restauration d'un climat sûr et stable, le renforcement des institutions gouvernementales et des structures d'un État de droit, la promotion et la

16 Il s'agit de la Résolution Recommandée no 06/08 du Conseil national de l'immigration (CNIg) du Brésil de mars 2011, qui permet l'octroi, pour des raisons humanitaires, d'une résidence permanente aux Haïtiennes et Haïtiens qui sont au Brésil; la Résolution Normative no 97, publiée le 13 janvier 2012, qui décide d'octroyer annuellement 1 200 visas aux Haïtiennes et Haïtiens, et la Résolution Normative 102/2013, publiée le 29 avril 2013, qui révoque la limite de 1 200 visas annuels (Dubuisson, 2020, p. 2).

17 À côté de la privatisation des entreprises publiques, des projets de création de zones franches deviennent l'unique programme économique des pouvoirs publics. Pour avoir une vue globale des zones franches en Haïti, voir Laura Louis, « Privilèges et impacts des zones franches en Haïti », *Ayibo-Post*, 5 juin 2019, <<https://ayibopost.com/privileges-et-impacts-des-zones-franches-en-haiti/>>.

18 Les gouvernements de gauche libérale de Lula et de Dilma Vana Rousseff n'ont pas hésité à diriger une force d'occupation sous l'égide de l'ONU en Haïti. Cette fonction leur a permis de développer des occasions d'affaires pour leur bourgeoisie et de se positionner pour occuper un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Voir Jean-Jacques Kourliandsky, « Lula et la politique étrangère brésilienne de 2003 à 2010 », *Alternatives Sud*, vol. 17, n° 1, 2010, <<https://cetrib.be/IMG/pdf/13-3.pdf>>.

19 Voir MINUSTAH, Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti, <<https://peacekeeping.un.org/fr/mission/minustah>>.

protection des droits humains²⁰. Dans les faits, la présence militaire sert d'appui à un processus de néolibéralisation à grande échelle qui a pour résultat un accroissement de la pauvreté dans les principaux centres urbains et ruraux, ainsi que l'explosion d'un chômage de masse. Entretemps, les entreprises publiques et des pans entiers du territoire sont livrés à vil prix aux multinationales²¹. L'enjeu consiste à tenir en respect les mouvements sociaux haïtiens tout au long de ce processus dit de « stabilisation du pays ».

Le bilan de la répression est lourd, dont des milliers de morts dans les quartiers populaires de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et des villes secondaires du pays. Des centaines de femmes et d'enfants subissent des viols commis par des Casques bleus. De surcroît, le choléra introduit par les troupes onusiennes tue plus de 10 000 personnes sur 800 000 infectées, sans le moindre dédommagement pour les victimes. Les troupes militaires d'occupation quittent Haïti en 2017, mais l'ONU maintient le pays sous tutelle à travers la Mission civile des Nations unies. Les deux décennies de tutelle génèrent une situation de chaos social et institutionnel²², où des gangs armés sèment la terreur avec l'appui des agences gouvernementales et internationales. Ce chaos rend la majorité de la population haïtienne désireuse de quitter le territoire.

En guise de conclusion

Il ressort de tout cela que la migration haïtienne est essentiellement une migration de main-d'œuvre bon marché. Tout au long du XX^e siècle, les différentes formes qu'elle a prises relèvent soit d'une situation de coercition, d'expropriation et de dépossession de la terre, comme cela a été le cas au cours de l'occupation étatsunienne ou encore au cours des années 1940, soit de l'implantation des politiques néolibérales à partir des années 1970. Cette migration touche particulièrement la paysannerie, même si la petite bourgeoisie est également concernée, constituée en bonne partie d'exilées politiques victimes de la dictature des Duvalier dans la décennie 1960. Un demi-siècle plus tard, le capitalisme mondialisé et la financiarisation de l'économie ont provoqué la fermeture et la délocalisation de nombreuses industries à forte intensité de main-d'œuvre. Les immigrantes et immigrants en tant que force de travail déqualifiée deviennent de moins en moins importants pour l'économie des pays du centre.

²⁰ *Ibid.*

²¹ Georges Eddy Lucien, *Le Nord-Est d'Haïti. La perle d'un monde fini : entre illusions et réalités (Haïti open for business)*, Paris, L'Harmattan, 2018.

²² Pour de plus amples informations sur le comportement sanguinaire de l'institution policière haïtienne (Police nationale d'Haïti, PNH), sa complicité avec les gangs armés, voir « La PNH assume le massacre à "Ravine pintade" », *Gazettehaïti*, 22 septembre 2021, <<https://www.gazettehaiti.com/node/4882>>; Harvard Law School International Human Rights Clinic et Observatoire Haïtien des crimes contre l'humanité, *Massacres cautionnés par l'État : règne de l'impunité en Haïti*, avril 2021, <<http://hrp.law.harvard.edu/wp-content/uploads/2021/04/Massacres-cautionnes-par-lEtat-2.pdf>>.

Cependant les déplacements de population restent encore, et surtout aujourd'hui, un enjeu majeur : réfugié·e·s venant des pays du Sud, théâtres des guerres impérialistes, réfugié·e·s de la crise écologique, de la destruction des économies paysannes, de la paupérisation constante des classes moyennes. Cette nouvelle réalité de la migration explique en partie la montée de l'extrême droite occidentale et redéfinit du même coup les luttes sociales au niveau mondial pour sortir de la domination du capital.



Photo : André Query